



Annexe aux Modalités de Contrôle des Connaissances (MCC) **2018-2019**

Les modalités de contrôle des connaissances ont été adoptées par la CFVU le 23 avril 2015 pour toute la durée du contrat correspondant à la période d'accréditation de nos formations (2015-2020). Elles sont néanmoins soumises chaque année à l'approbation du Conseil de la formation et de la vie universitaire et éventuellement ajustées à la marge. Le contenu de certains articles est complété par chaque composante afin de tenir compte des spécificités et des orientations pédagogiques de chaque formation.

IED Licence d'informatique

(Annexe validée par la CFVU le 15 novembre 2018)

I – VALIDATION DES ÉTUDES

1 – Détail du nombre d'épreuves, de leur nature (écrites/orales), de leur durée, de leur coefficient ainsi que la répartition éventuelle entre le contrôle continu et le contrôle terminal. (Article 5 des MCC)

En accord avec l'Article 11 de l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2011 relatif à la Licence « Le mode du contrôle continu et régulier fait l'objet d'une application prioritaire sur l'ensemble du cursus conduisant à la licence » l'IED donne la priorité au contrôle continu.

Ainsi, hormis les unités d'enseignements (UE) englobant les stages en milieu professionnel ou en laboratoire et celles liées à des travaux tuteurés comprenant la rédaction d'un mémoire, et hormis les EC correspondant à un regroupement, les éléments constitutifs (EC) sont composées d'un enseignement semestriel dont les modalités de contrôle des connaissances sont organisées sous la forme de contrôles continus.

La nature et les coefficients des épreuves seront transmis aux étudiants en début de semestre par chaque enseignant qui en informera aussi le secrétariat associé qui en fera la publicité.

2 – Modalités éventuelles de choix entre contrôle continu et contrôle terminal. (Articles 6 et 7 des MCC)

Les modalités de contrôle des connaissances sont uniquement organisées sous la forme de contrôles continus ; un aménagement de ces modalités est prévu en section I.3 de la présente annexe.

3 – Conditions de dispense du contrôle continu ou de son aménagement. (Article 6 des MCC)

L'enseignement à distance prend en compte les difficultés spécifiques des étudiants en situation particulière de handicap par la dématérialisation des épreuves et leur caractère asynchrone. Pour l'EC avec regroupement, l'accès à tout aménagement est subordonné à la formulation d'une demande auprès du secrétariat au plus tard à réception de la convocation à l'épreuve. (cf. Article 6 des MCC).

4 – Précisions relatives aux notes retenues dans le cadre de la session 2. (Article 7 des MCC)

La session 2 s'inscrivant dans la continuité de la modalité de contrôle continu, l'enseignant prendra en compte les éléments déjà acquis qu'il complétera par une nouvelle épreuve dite de seconde session ; par exemple, permettre à l'étudiant de passer une épreuve orale ou écrite, ou bien pointer les défaillances de son projet et lui proposer une nouvelle date de présentation de ses travaux.

Pour chaque élément pédagogique, la note retenue en session 2 est la meilleure des deux sessions (cf. I.8 pour les modalités d'accès à la session 2). Ainsi, au sein d'une année universitaire, les résultats des éléments acquis par compensation en session 1 peuvent être améliorés par l'étudiant en session 2. Ces résultats améliorés sont pris en compte dans le calcul de toutes les moyennes et mentions. L'étudiant obtenant sa session 1 par compensation et améliorant ses moyennes en session 2 aurait accès au relevé de notes et aux procès-verbaux des jurys des deux sessions.

Toutefois l'étudiant doit prendre garde à respecter les délais fixés par la formation, et ne peut pas débiter un cours dispensé pendant une année entière après la date limite de début de la formation.

5 – Cas particuliers des EC n'ouvrant pas droit à la session 2. (Article 7 des MCC)

Les unités d'enseignements comprenant un stage (entreprise ou laboratoire) ou un projet tuteuré comprenant la rédaction d'un mémoire et une soutenance n'ouvrent pas droit à une seconde session.

6 – Cas particuliers des EC avec une note plancher de 10 (Article 12 des MCC)

Pas de dispositions particulières par rapports aux MCC.

7 - Date limite pour une demande de renonciation dans la limite de 5 EC sur l'année (Article 8 des MCC)

Il n'y a pas de procédure de renonciation car celle-ci est sans objet dans le système mis en place au sein de l'IED. En effet, tout étudiant inscrit pédagogiquement à un EC et ayant obtenu une note inférieure à 10 ou absent est autorisé à en passer une seconde session la même année universitaire. Quelles que soient les modalités de compensation, la meilleure des deux notes sera retenue en session 2 et prise en compte dans le calcul.

8 – Modalités de réinscription à un EC non acquis (Article 13 des MCC)

La plupart des enseignements à distance sont dispensés toute l'année, réserve faite pour les périodes de congés, la réinscription n'est donc pas nécessaire. Certains EC, comme le C2I, sont dispensés sur une période plus courte, et dans ce cas la réinscription à un EC non acquis se fait l'année suivante.

II – POURSUITE D'ÉTUDES AU NIVEAU SUPÉRIEUR

1 - Poursuite d'études au niveau supérieur dans un cursus de licence (Article 14)

1a - Nombre de crédits ECTS minimum exigé pour autoriser le passage de niveau à l'issue de la session 2

(la règle générale fixe le nombre minimum à 30 crédits ECTS mais il peut être porté par la composante, le département ou la formation jusqu'à 48 ECTS au plus)

- 48 ECTS (pour un passage conditionnel automatique)

1b – Modalités de passage au niveau supérieur

(Passage conditionnel avec le résultat AJAC ou simple redoublement avec une autorisation à prendre des EC du niveau supérieur en crédits)

- Passage conditionnel automatique avec le résultat « Ajourné et autorisé à continuer » (AJAC) si 12 crédits ECTS manquants
- Décision de jury si entre 12 et 30 crédits ECTS manquants
- Pas de passage conditionnel au-delà de 30 crédits ECTS manquants